

# « L'Iran aide Israël à terminer la guerre de Gaza »

**L**e fiasco retentissant de l'attaque iranienne sur Israël rebat les cartes géopolitiques du Moyen-Orient. Et il offre à l'État hébreu l'occasion de conclure, dans les moins mauvaises conditions, la phase actuelle de la guerre contre le Hamas.

Le gouvernement de Téhéran avait assurément des visées moins louables en expédiant des centaines de missiles et de drones sur le territoire israélien. Ce raid laisse d'autant plus perplexe que le régime des mollahs a toujours entouré sa férocité d'une grande prudence tactique. Dans la guerre de l'ombre qui l'oppose depuis des années à l'État hébreu, il préférerait faire agir ses auxiliaires – les houthistes, le Hezbollah, le Hamas. Et évitait toute épreuve frontale, même quand les services israéliens multipliaient sur son territoire des explosions dans les sites nucléaires, des attaques informatiques et des assassinats ciblés d'ingénieurs de haut rang. Cette fois, l'élimination à Damas, dans une annexe de l'ambassade iranienne, d'une dizaine de gardiens de la révolution – dont le commandant de la Force al-Qods au Liban et en Syrie – a entraîné une riposte directe, massive, potentiellement très meurtrière, qui risquait d'embraser l'ensemble de la région.

Les Iraniens invoquent la violation d'un bâtiment diplomatique. L'argument paraît comique venant d'un régime qui a occupé pendant des mois l'ambassade américaine à Téhéran. Peut-être était-ce l'assassinat de trop par « l'ennemi sioniste » dont ils flairaient la vulnérabilité. On se demande ce qu'ils espéraient atteindre en inondant le ciel israélien de cette armada mortelle. Ils voulaient, dit-on, à titre d'avertissement, endommager la base militaire de Nevatim dans le Néguev. Sans doute ont-ils visé bien davantage. Seulement, ils ne pouvaient prédire que 99 % de ces engins seraient interceptés, quelques-uns au-dessus même de Jérusalem – on imagine les conséquences incalculables s'ils tombaient sur l'enceinte de la Knesset ou sur l'esplanade des Mosquées.

Ce raid avorté constitue un tournant dans l'histoire tumultueuse du Moyen-Orient. Il a exposé au grand jour les défaillances du dispositif mili-

taire de l'Iran, un État quasi nucléaire, au pouvoir de nuisance redoutable, mais doté d'un appareil conventionnel vieilli et déficient. Il a révélé, outre les prouesses de l'aviation et des renseignements israéliens, la remarquable efficacité d'une coopération stratégique formée depuis des années entre Tsahal et les forces américaines, britanniques, françaises et jordaniennes. Il a contribué aussi à sortir Israël d'un isolement international sans précédent, à restaurer l'alliance, bien malmenée ces derniers temps, entre Jérusalem et Washington; à consolider la coopération de l'État hébreu avec ses partenaires arabes; à rétablir, du moins partiellement, la dissuasion israélienne; enfin à dessiner clairement les lignes de front qui opposent une large coalition des États arabes sunnites, des États-Unis, des Européens et d'Israël face à Téhéran et ses relais au Liban, en Syrie, et au Yémen.

**« L'attaque iranienne et la démonstration de force de la "coalition des modérés" ont démontré les bienfaits inestimables d'une alliance stratégique que le président américain n'a cessé d'adjoindre Benjamin Netanyahu de rejoindre »**

Ce sont des atouts géopolitiques inappréciables qu'Israël risque de gâcher en répliquant sans attendre à l'attaque iranienne. Les performances spectaculaires de la défense israélienne valent la meilleure des ripostes. Israël a d'autres urgences et d'autres opportunités à gérer. À commencer par la situation dans la bande de Gaza.

La guerre contre le Hamas piétine. La plupart des forces israéliennes se sont retirées, la menace brandie d'une offensive imminente à Rafah n'est pas d'actualité et, sur le terrain, le conflit militaire s'est mué en une guerre d'usure sans fin. Il faut se rendre à l'évidence, Israël n'a réussi à atteindre pleinement aucun des objectifs qu'il s'était donné au lendemain du 7 octobre : éradiquer le Hamas

comme force politique et comme puissance militaire, sauver les 133 otages qui continuent à languir dans ses tunnels, neutraliser le pouvoir de nuisance du Hezbollah au Nord et préserver le soutien de la communauté internationale.

L'armée israélienne a sérieusement endommagé le potentiel militaire du Hamas, mais sans le réduire et sans affaiblir sa capacité à dicter les termes d'une trêve qu'on attend toujours. Et elle n'a pas su prendre les dispositions nécessaires pour alléger la terrible crise humanitaire qui sévit dans la bande de Gaza. En Israël même, des dizaines de milliers de réfugiés ne peuvent regagner leurs maisons. Cependant que le gouvernement paraît toujours incertain quant aux suites militaires et surtout politiques de cette guerre, si ce n'est par des redondances sur une improbable « victoire totale » et le refus catégorique – c'est sa seule politique lisible – d'associer l'Autorité palestinienne à aucune solution d'avenir, ni dans la bande de Gaza ni pour la perspective, même lointaine, de deux États.

L'attaque iranienne et la démonstration de force de la « coalition des modérés » ont démontré les bienfaits inestimables d'une alliance stratégique que le président américain n'a cessé d'adjoindre Benjamin Netanyahu de rejoindre. Elle est aujourd'hui à portée de main, à condition que le premier ministre israélien renonce à ses victoires imaginaires, accepte une trêve qui permette de rapatrier les otages même au prix d'une libération massive de terroristes, fasse retirer le gros des troupes encore présentes dans la bande de Gaza et autorise des forces associées à l'Autorité palestinienne d'y combler le vide. Viendra ensuite le temps de repenser la stratégie contre le Hamas et, plus généralement, les relations israélo-palestiniennes.

Le tragique de l'affaire est que Benjamin Netanyahu n'a ni les moyens politiques – il est tenu par les jusqu'au-boutistes de sa coalition qui crient vengeance – ni probablement la volonté de saisir cette occasion historique que l'enchaînement fortuit d'événements inopinés a placée sur son chemin. ■

\* Ran Halévi est directeur de recherche au CNRS et professeur au Centre d'études sociologiques et politiques Raymond Aron.



RAN HALÉVI

En plus d'exposer au grand jour les défaillances du dispositif militaire de l'Iran, le raid mené sur Israël a contribué à sortir l'État hébreu d'un isolement international sans précédent, analyse l'historien\*.

# Derrière la tentative de censure de la droite à Bruxelles, l'islamisation « douce » de la Belgique

PROPOS RECUEILLIS PAR  
**Anne-Elen Chompret**

LE FIGARO. – Le bourgmestre de Saint-Josse-ten-Noode, en Belgique, a annulé une conférence à laquelle était conviée une quarantaine de participants, dont Eric Zemmour, Viktor Orban et Nigel Farage. Le Conseil d'État a tranché et, finalement, l'événement a été maintenu.

Quel regard portez-vous sur cette affaire ?

FLORENCE BERGEAUD-BLACKLER. – Cette conférence internationale, prévue de longue date, devait rassembler une quarantaine de participants, intellectuels, politiques ou chercheurs, dont moi-même. Mais, au cours de la semaine passée, plusieurs leviers – dont des manifestations antifas – ont été actionnés pour la faire annuler. C'est Philippe Close, bourgmestre PS (socialiste) de la commune de Bruxelles, qui l'a d'abord interdite. La conférence a alors été déplacée à l'Hôtel Sofitel, qui a finalement renoncé à l'accueillir, après la mise en garde du bourgmestre MR (conservateur), Vincent De Wolf, de la commune d'Etterbeek, pour enfin être accueillie au centre Clarendon. Mais, le bourgmestre, Emir Kir (indépendant), de la commune de Saint-Josse-ten-Noode, a publié un arrêté pour l'empêcher dès qu'il en a eu connaissance, expliquant que les invités euro-sceptiques et les personnalités d'extrême droite étaient de nature à entraîner des troubles à l'ordre public, et qu'il y avait parmi les invités des homophobes, notamment « un auteur de travaux controversés sur l'islam politique » – il s'agissait de moi. S'appuyant sur une appréciation de l'Ocam – services antiterroristes belges – selon qui il y avait une menace sérieuse (niveau 2 médium) et donc qu'il n'était pas souhaitable que la conférence ait lieu, il a ordonné à la police municipale d'empêcher sa tenue.

Ce que les médias belges ont présenté comme un meeting politique extrémiste était une conférence internationale avec quelques personnalités politiques classées à l'extrême droite – comme Viktor Orban, Eric Zemmour ou Nigel Farage. Mais elle était surtout destinée à dessiner l'Europe de demain du point de vue des conservateurs, qu'il illustre plutôt Suella Braverman, également présente à la conférence. Le premier ministre britannique, Rishi Sunak, a immédiatement dénoncé la tentative d'annulation de la conférence, ce qui a conduit Alexander De Croo, premier ministre belge, à

condamner son interdiction, sans pour autant imposer la levée de la police municipale. Un avocat, invité de la conférence, a alors sollicité le Conseil d'État belge pour faire annuler la décision du bourgmestre. Ce n'est donc pas la Belgique qui s'est défendue, mais bien, d'abord, les organisateurs de cette conférence.

La réaction des autorités belges est symptomatique de ce qu'il se passe à Bruxelles, où de nombreux partis sont influencés par diverses sensibilités islamistes parce que, sans le vote musulman, aucun parti ne peut gagner. À Bruxelles, on assiste ainsi régulièrement à des manifestations pro-Palestine et antisémites, comme celles de Samioun. On y reçoit un imam qui psalmodie des sourates au Parlement bruxellois. On y accueille le maire de Téhéran. Cet islam fondamentaliste s'est aujourd'hui répandu en Europe. Bruxelles est un microcosme favorable à l'islamisme, où, désormais, tout groupe politique situé à droite du Mouvement réformateur est accusé d'être d'extrême droite. Il n'y a donc plus d'opposition, et la presse est de moins en moins plurielle. On comprend mieux l'origine de la censure de cette conférence.

**« Bruxelles est un microcosme favorable à l'islamisme, où, désormais, tout groupe politique situé à droite du Mouvement réformateur est accusé d'être d'extrême droite »**

Les motifs d'interdiction de la conférence – « garantir la sécurité publique » – vous semblent-ils légitimes ?

Si Emir Kir voulait réellement garantir la sécurité publique, il aurait protégé les intervenants eux-mêmes. Or, la police a été envoyée pour les refouler. Depuis quatre jours, l'extrême gauche était mobilisée contre l'événement et appelait – non sans haine – à le faire annuler... Par ailleurs, les Belges sont peu enclins à protéger les personnalités et politiques menacés. Au lieu de cela, ils les dissuadent ou les délogent, empêchant le débat d'avoir lieu. On m'a déjà annulé une conférence pour des raisons de sécurité. Dans une capitale européenne comme Bruxelles, c'est étonnant. Au Parlement européen se fréquentaient quotidiennement différents partis politiques, différentes idées et opinions, mais cela devient de plus en plus difficile. Le microcosme politique et médiatique belge, qui a établi un

cordons sanitaires, a tendance à étendre ses méthodes aux institutions européennes.

Emir Kir, bourgmestre de Saint-Josse-ten-Noode, a pris cet arrêté, annonçant par ailleurs que « l'extrême droite n'était pas la bienvenue » à Bruxelles. Peut-on y voir un deux poids, deux mesures alors que l'islamisme semble se répandre en Belgique ?

L'islamisme n'est pas reconnu comme tel à Bruxelles : on appelle cela « la diversité ». Si Emir Kir a pris cette décision, peu importe qu'il ait été désavoué par l'autorité fédérale. Le stade des complexes est dépassé, et ne compte plus ni la démocratie, ni la transparence, ni la liberté d'expression. Il a agi comme s'il était en Turquie. Car Emir Kir est proche des Loups gris, mouvement islam-nationaliste turc, d'ailleurs interdit en France. Et la communauté turque pro-Erdogan est importante à Bruxelles, tout comme la communauté marocaine. Cette accointance avec l'islamisme s'explique aussi par la démographie des communes. L'islamisation est territoriale, mais aussi psychologique et mentale. L'islam fait désormais partie de la culture belge. Une exposition de 2017 s'intitulait d'ailleurs « L'Islam, c'est aussi notre histoire ! ». C'est l'arrivée des Frères musulmans et du salafisme dans les années 1970-80, qui, n'ayant rencontré aucun obstacle, a permis la diffusion de cet islamisme rigoriste.

Quelle est l'influence des Frères musulmans en Belgique ?

L'influence des Frères musulmans – utilisant des méthodes d'entrisme – se ressent d'abord dans le vote. On compte 22 % à 44 % de musulmans dans les différentes communes de Bruxelles-Capitale. Donc celui qui s'attire les faveurs de l'électorat musulman a une forte probabilité de gagner. L'enjeu du vote musulman est crucial. À cela s'ajoute un lien clientéliste entre certains politiciens belges et des chefs religieux. Cela a commencé avec le PS à Molenbeek, mais cela touche tous les partis dans les différentes communes de la région de Bruxelles. La politique ethnique belge consiste à recruter des travailleurs sociaux issus de la « diversité », des députés ou des personnels politiques pour capter le vote musulman. Ce clientélisme favorise une islamisation « douce », mais qui se construit néanmoins sur le long terme. ■

\* Florence Bergeaud-Blackler est docteur en anthropologie et chargée de recherche au CNRS. En 2023, elle a publié « Le Frémisme et ses réseaux, l'enquête », aux Éditions Odile Jacob.



FLORENCE BERGEAUD-BLACKLER

Une conférence réunissant notamment Viktor Orban, Eric Zemmour et Nigel Farage a été interdite à Bruxelles, avant que le Conseil d'État belge n'annule cette décision. Pour l'anthropologue\*, qui figurait parmi les invités, cette affaire est révélatrice du climat politique délétère en Belgique.